

Langage et géopolitique de la connaissance

Bernard Bosredon

Lorsque Candido Mendes m'a proposé de réfléchir à la place du langage dans une géopolitique de la connaissance, j'ai répondu avec enthousiasme en le remerciant vivement de me donner l'occasion de mettre sur la table de travail une question aussi centrale dans l'analyse que nous pouvons faire aujourd'hui de la mondialisation dans ses aspects cognitifs. Connaissance et langage sont par nature intimement intriqués. Mais aujourd'hui, champ linguistique et champ cognitif sont respectivement et conjointement sollicités par l'évolution au plan mondial des sociétés et des économies. Dans cette évolution générale, quelles sont les transformations induites dans chaque champ et dans la relation qui les unit?

Nous observons d'abord le développement de deux mouvements à la fois simultanés et contradictoires. D'une part, les savoirs sont impliqués dans la "mondialisation" à travers le passage à une économie de la connaissance qui tend à construire un système unifié et fortement standardisé de la production cognitive, qui fait éclater les frontières, qui enveloppe des territoires immenses au moyen du net et des NTIC,¹ qui pousse les institutions d'éducation et de recherche vers des horizons semblables où l'on trouve pêle-mêle: compétition, rentabilisation, valorisation et transferts économiques. Mais, d'autre part, nous voyons également s'exprimer des exigences identitaires à la fois politiques et culturelles au sens large qui ne peuvent trouver satisfaction dans l'uniformisation cognitive et la décontextualisation culturelle. Ces deux mouvements sont perçus comme à la fois inévitables et contradictoires. Certains y voient la promesse de dépassements dialectiques, d'autres un stade périlleux, voire mortifère.

Revenons un instant sur l'axe thématique et les questions dans lesquels s'insèrent nos réflexions. Allons-nous "Vers un monde multipolaire? [des] réinventions nationales dans l'œkoumène global"? Le mot *réinventions* nous parle d'avenir; *œkoumène global* nous parle de maison commune; enfin le terme *multipolaire* exige qu'on torde le cou à toute tentation hégémonique, d'où qu'elle vienne et que cet avenir commun soit par conséquent ouvert à la pluralité, à toutes les diversités. Comment imaginer aujourd'hui un lieu de vie ensemble le plus large pos-

sible? Comment penser cet *ækoumène mondial*, c'est-à-dire ce "lieu habité" et par conséquent, nécessairement inspiré et doté d'aspirations plurielles, dans lequel les subjectivités collectives, notamment nationales, pourraient se sentir globalement "chez elles" tout en restant à la fois conscientes de leur identité spécifique et mutuellement respectueuses de leur diversité.

Ce lieu a quelque chose d'improbable et de pourtant nécessaire. *Lieu Improbable* en effet: la mondialisation se développe sur fond d'uniformisations et de volontés hégémoniques plus marchandes que directement politiques, idéologiques ou civilisationnelles. Très largement dominante, cette dimension économique confère une unité redoutable à l'*ækoumène global*. Mais, dans le même temps, *lieu nécessaire* également car le fait humain profond et certainement définitoire de l'humaine condition que constitue l'indéfinitude langagière demeure une source inépuisable de ressourcements pluriels ("ré-inventions").

Je me propose d'interroger dans cette communication langage et connaissance dans leur commune difficulté à vivre les changements d'échelle suscités par la nouvelle économie mondialisée. Après avoir rappelé les caractéristiques majeures de la nouvelle économie du savoir, j'en pointerai les convergences avec les représentations permanentes que les sociétés se font du langage. Cela nous permettra de montrer qu'une géopolitique de la connaissance peut et même doit susciter une "géopo-

litique des langues”. Dans un troisième et dernier temps, je verrai comment les équations anciennes “langue = nation = culture” des plus vieux paradigmes doivent être réaménagées pour progresser.

1. CONNAISSANCE ET MONDIALISATION

Quelle vision a-t-on aujourd’hui de la connaissance à l’échelle du monde? Et quel peut être l’impact de celle-ci au plan géopolitique? Ces questions en appellent d’autres, notamment celle de la nature des savoirs qu’il s’agit d’élaborer, et surtout la question du système de représentations dans lequel la connaissance se construit, se transmet, circule, se dissémine et surtout trouve finalement à s’employer pratiquement au plan économique par transfert et dans l’innovation.

1.1. Vers une unification épistémologique?

De tout temps la connaissance a contribué aux développements économiques et sociaux. Depuis les corporations du Moyen-Age en Europe jusqu’à nos entreprises multinationales contemporaines, la matérialisation des connaissances sous la forme de productions humaines de toutes natures a constitué un des moteurs majeurs du développement. Aussi peut-on remarquer avec Chris Lorenz que

la carrière publique soudaine de l’idée d’une *société de la connaissance* comme d’une *économie de la connaissance* ne manque pas de surprendre [puisque] depuis les Lumières, rappelle-t-il, les penseurs européens — Voltaire, Comte, Heidegger, Foucault, Habermas, etc. n’ont cessé d’insister sur le

fait que la production et l'application systématique du savoir constituent la caractéristique spécifique des sociétés modernes de type européen.²

Cependant l'usage du terme *économie de la connaissance* réfère à une véritable nouveauté, un nouveau saut qualitatif dans l'organisation et la conduite de l'économie moderne.³ Dominique Foray y voit le résultat de la rencontre de deux phénomènes:

(...) d'une part une tendance lourde, relative à l'augmentation des ressources consacrées à la production et à la transmission des connaissances (éducation, formation, R&D, coordination économique) et d'autre part, un événement technologique majeur (l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication).⁴

La conséquence en est une nouvelle économie caractérisée par la baisse des coûts de codification, de transmission et d'acquisition des connaissances.

On sait donc aujourd'hui que le développement économique présent et à venir dépend, pour une très large part, à la fois de capacités à construire de nouveaux savoirs et de moyens pour assurer des transferts technico-industriels. Les nations ont compris cet enjeu et le développement économique — et soudain — de certains grands pays qui étaient il y a peu de temps encore émergents est dû pour une bonne part à cette prise de conscience. Ces nouvelles tendances de l'économie néo-libérale ne sont pas sans conséquences sur le développement contemporain des institutions productrices de savoirs nouveaux.

1.2. Transformations au plan des dispositifs de la connaissance

La diffusion des connaissances à haute valeur ajoutée au plan de l'innovation a un impact économique direct ce qui a pour conséquence que les institutions spécialisées, les universités et leurs laboratoires de recherche deviennent des partenaires et sont de plus en plus l'objet d'une sorte de "colonisation managériale". C'est la première transformation d'importance qu'il convient de signaler. Les plus pessimistes voient les universités phagocytées par une logique entrepreneuriale s'étendant à tous les centres de connaissances utiles des nouvelles économies. Selon M. Parker et D. Jary l'enseignement supérieur de ce nouvel ordre économique se caractérise par "un pouvoir de gestion accru, une réorganisation structurelle, plus de poids donné au marketing et à la création de profits en lien avec l'industrie et le commerce (...)".

Bref, l'économie ne tire plus simplement sa légitimité idéologique de la science comme à l'époque du "capitalisme tardif" selon Jürgen Habermas.⁵ Le rapport s'inverse: c'est la science qui doit conforter sa légitimité par son action positive en direction de l'économie. Et l'on observe ainsi, un peu partout, *Homo academicus* muter progressivement en *Homo æconomicus* avec ses nouveaux équipements standardisés.

Vu sous cet angle, le processus de Bologne en Europe par exemple n'est pas exempt en effet d'ambiguïté. D'un côté, la création d'un espace européen de l'en-

seignement supérieur au moyen de standards adoptables par l'ensemble des pays de la Communauté fournit les conditions nécessaires pour créer un vaste ensemble politique et culturel à l'identité renforcée. De l'autre, il approfondit sur un autre plan que l'industrie, le commerce ou la monnaie l'intégration d'abord économique de ce vaste ensemble. La très grande diversité des systèmes nationaux d'enseignements supérieurs est appelée à disparaître dans ce processus de création d'un marché éducatif européen doté d'une forte compétitivité. Pour certains, les différents plans ont leur logique propre et le développement de l'*Espace européen de l'enseignement supérieur* est d'abord un enjeu social, ou une logique citoyenne. Pour d'autres, les différents plans sont en réalité intégrables et surtout tous finalisés par l'objectif économique. On observe ainsi la co-existence en Europe de deux modèles: un modèle en Europe du nord qui privilégie plus une logique marchande; un modèle principalement au sud qui privilégie une logique de coopération de nature plus politique. Le modèle marchand a cependant une force de pénétration très importante et tend à gagner de nouveaux territoires universitaires. La notion de *société de la connaissance* nommerait cette synthèse de sorte que les trois déclarations de Paris en 1998, de Bologne en 1999, et finalement de Lisbonne — faire de l'Europe la société la plus compétitive du monde en 2012⁶ — constituerait une série finalisée par une logique purement économique.

1.3. Le nouveau marché de l'enseignement supérieur et de la recherche

Au-delà de l'Europe, la mondialisation affecte également fortement l'éducation et principalement l'enseignement supérieur en raison de ses liens avec l'innovation et ses conséquences économiques. Les classements internationaux comme ceux de l'université Jiao Tong de Shanghai⁷ ou du Times placent dorénavant les universités dans une nouvelle logique concurrentielle. Avec ces classements, des comparaisons sont désormais établies au niveau mondial au moyen de critères explicites. Elles sont lisibles par tout internaute. Ce nouveau *benchmarking* confirme l'évolution entrepreneuriale des universités et la nouvelle logique concurrentielle atteste bien la présence d'un marché. Quelles que soient les critiques souvent fondées concernant ces classements,⁸ il reste que la concurrence introduite est bien présente. On observe également que cette concurrence n'existe que dans les parties du monde économiquement les plus développées. Le reste du monde en est exclu et le centre de gravité est situé aux Etats-Unis et plus probablement dans les espaces anglo-saxons (Royaume Uni, Australie,...). La question se pose de savoir si cette concentration est due uniquement aux caractéristiques des universités et, notamment à leur puissance financière, à l'avantage concurrentiel procuré par l'usage de la langue anglaise dans une mondialisation où l'anglophonie est généralisée par choix ou par défaut, ou bien encore à d'autres facteurs.

La conséquence la plus évidente de cette mise en concurrence au niveau mondial est l'internationalisation de l'enseignement supérieur que je viens d'évoquer en mentionnant le paramètre linguistique. Cela se traduit d'abord dans le recrutement des étudiants. On observe une augmentation du nombre des étudiants étrangers de l'ordre de 7% par an depuis 1990. D'ici à 2020, ce nombre devrait être multiplié par cinq. L'avantage pour les pays d'accueil est évident: attirer les meilleurs étudiants en ouvrant un périmètre de recrutement international, se donner des capacités d'innovation grâce à des doctorants promis à de brillantes carrières, étendre sa sphère d'influence culturelle en formant les futures élites des pays étrangers.⁹ Les droits d'inscriptions peuvent être considérables et apporter aux établissements des financements complémentaires importants dans cette période de massification de l'enseignement supérieur.¹⁰ Cette internationalisation mue par une logique marchande pousse également les établissements à la création de filiales *off shore* en s'inspirant du développement des entreprises multinationales. Notons que ces évolutions obligent les établissements à définir une politique linguistique pour faciliter les flux entrants et les flux sortants des étudiants.

2. UNE GÉOPOLITIQUE COGNITIVE AUX CAPACITÉS INÉGALEMENT RÉPARTIES

Il serait vain, dans l'espace restreint d'une communication, de détailler l'ensemble des inégalités infligées à la

géopolitique de la connaissance. Je prendrai simplement deux exemples, celui de la concentration en certains lieux de “communautés de savoir” d’une part et celui de l’accès aux réseaux d’information et aux ressources cognitives d’autre part.

2.1. Les communautés de savoir

Les sociétés, les nations et les différents pays ne possèdent pas tous des mêmes chances pour participer à armes égales à l’émulation cognitive générale et pour contribuer à même hauteur à l’effort commun de connaissance. À côté des institutions spécialisées totalement ou partiellement dans l’enseignement supérieur, la recherche et le développement, on observe le développement de “communautés de savoir” dont les liens avec ces institutions auxquelles ils appartiennent pourtant ne sont pas des liens exclusifs. On s’accorde pour penser qu’on est dans une communauté de savoirs lorsqu’un ensemble de personnes coproduisent ensemble de façon intensive des connaissances à l’aide des nouvelles technologies de l’information et de la communication. Comme l’écrivait Paul A. David et Dominique Foray¹¹ ces personnes traversent les organisations et les institutions classiques (entreprises, centres de recherche, agences publiques et gouvernementales). Leur efficacité vient de la capacité de leurs membres à “libérer” leurs connaissances, à les mettre rapidement en réseau, un peu selon le modèle des usagers de “logiciels libres”.¹² Elle provient aussi de la multi-appartenance de ses membres:

Ingénieurs appartenant à des firmes différentes qui échangent des connaissances et des “secrets” de fabrique dans le cadre d’un réseau fonctionnant sous la règle de réciprocité.¹³ Scientifiques, employés dans de grandes firmes pharmaceutiques”, qui restent fortement liés à leurs communautés scientifiques d’origine.¹⁴

Ces communautés de savoirs deviennent de plus en plus les véritables agents de transformation de nos économies d’autant plus qu’elles sont fondées sur des règles informelles de réciprocité, de collaborations non contractuelles etc. Capacités multiples de création et de reproduction des connaissances dans les grandes langues internationales scientifiques, et au premier chef en anglais, dispositifs permettant la circulation la plus rapide des informations au moyen essentiellement des nouvelles technologies, ces communautés sont fondamentalement orientées vers la production et la diffusion de connaissances.

Certains pays ne disposent pas nécessairement des communautés actives chargées de développer de nouveaux savoirs et de les faire économiquement prospérer par l’innovation. Mais il y a aussi des obstacles structurels à leur développement au plan mondial.

2.2. Les obstacles à l’accès aux ressources:

l’illusion informative

Les nouvelles technologies de la communication et de l’information ne font pas de miracles. Le développement phénoménal des moyens d’information et de communication à très grande vitesse n’a pas produit de façon avérée une augmentation parallèle des capacités de savoir de leurs usagers. Et à supposer que l’information ne soit pas

biaisée ou même faussée pour servir un autre but que celui d'une information désintéressée, être informé ne signifie pas nécessairement devenir plus savant. Où sont les obstacles au plan global?

Il y a d'abord le défaut d'infrastructures concernant les systèmes d'information et de communication ou leur inégale distribution selon les pays; la fameuse fracture numérique entre les PED¹⁵ et les autres pays. Mais il y a aussi le "trop plein" d'informations, une véritable croissance exponentielle de la documentation, des bases de données etc. Faut-il tout garder? Sinon que doit-on en faire? Il y a ensuite la spécificité des savoirs. Cela a des conséquences directes sur la codification des connaissances et, par conséquent, sur leur capacité à circuler rapidement au moyen des nouvelles technologies. On observe que c'est dans les domaines où la science et la technologie sont intimement interdépendantes que la création de connaissances susceptibles de transfert et de développement économiques est la plus importante. Certains analystes y voient la conséquence d'une proximité naturelle entre les sciences dures et les systèmes de communication standardisés. Il est à parier que les savoirs culturellement très contextualisés n'ont pas les mêmes capacités à circuler mais surtout qu'ils nécessitent des compétences pluriculturelles difficiles à acquérir pour un même individu. Parmi celle-ci la dimension linguistique est incontournable.

3. CONNAISSANCE ET GÉOPOLITIQUE DES LANGUES

Il est frappant de constater que la question linguistique n'est abordée que de façon marginale quand on parle d'économie de la connaissance. Pourtant, peut-on concevoir un développement de la connaissance à l'échelle mondiale en faisant abstraction de la diversité linguistique? Nous verrons d'abord quelles difficultés il y a à affronter cette question pour analyser ensuite les formes possibles d'une géopolitique des langues susceptibles de servir le développement de toutes les connaissances.

3.1. *Economie de la connaissance et "économie des langues"*

Economie des langues s'entend ici comme une administration domestique ou quelque chose d'approchant puisqu'il s'agit de penser la pluralité linguistique dans une maison commune, notre *ækoumène global*. Cette pluralité, positivement requalifiée par le terme de *diversité*, n'est pas un objet d'interrogation nouveau. Et la question de la non-unicité linguistique est une source permanente d'interrogations et de propositions. Au plan pratique, nous ne pouvons guère faire davantage qu'essayer d'ajuster la compréhension que nous avons de cette complexité à celle que nous nous faisons de la maison commune, une maison qui présente aujourd'hui des dimensions planétaires.

Quelques observations préliminaires d'abord avant de rappeler certaines contradictions possibles dans no-

tre compréhension du langage et des langues. Nous devons d'abord en effet examiner les relations qu'entretiennent trois notions toujours présentes dès qu'on se penche sur les problèmes posés par l'économie des langues. On s'accordera pour dire qu'on articule communément de façon spontanée *langue*, *pays* et *culture*. Ce faisant, nous les articulons dans le cadre d'une réflexion politique plus large, celle d'un *ækoumène global* démocratique. Le sentiment domine que les langues doivent et peuvent servir la démocratie.

Une première contradiction réside dans les "poids" inégaux des idiomes en raison de la logique économique dominante. La mondialisation économique, et notamment la mondialisation progressive d'un marché de la connaissance que nous avons examinée dans un premier temps de notre réflexion, semble pousser inexorablement à l'unification linguistique. Ce sont évidemment des forces politico-économiques de toute nature qui déterminent ces territoires linguistiques et ils bougeront nécessairement selon l'évolution de ces mêmes forces. Aujourd'hui nous observons le renforcement du statut de l'anglais comme *lingua franca* des échanges internationaux et notamment scientifiques. Mais se maintiennent avec force des espaces spécifiques, ceux de l'allemand, du chinois, de l'espagnol, du français, du japonais, du portugais etc. comme autant de contextes utiles pour l'activité économique et scientifique. C'est dans ces sous-espaces spécifiques que les autres grandes langues inter-

nationales peuvent se maintenir en minorant certainement la pratique des langues régionales ou des langues parlées par des minorités nationales, le développement d'une langue se fait toujours au détriment des autres. La volonté démocratique va toutefois dans le sens d'une reconnaissance de toutes les langues, nationales ou régionales ou ethniques, même si l'utilisation qu'on en a est différente. En ce qui concerne la production des connaissances, on imagine difficilement qu'on pourrait disposer d'une seule ressource linguistique sauf peut-être dans les sciences dures. Mais nous ne n'appartenons plus au monde grec et latin et il existe aujourd'hui, grâce au travail de l'histoire, plusieurs koiné.

Une deuxième contradiction réside dans l'alliance faussement naturelle entre une langue et un projet national. Selon la volonté politique plus ou moins forte d'un Etat qui en fait sa langue nationale, une langue peut chercher à conforter son emprise territoriale. Et la puissance publique, comme en France ou au Québec pour prendre l'exemple du français, lui donne alors les moyens nécessaires par l'éducation, les académies, la loi etc. Mais cette langue peut vouloir servir un autre maître, tout simplement la communauté qui aspire à la parler, si la volonté de ce nouveau maître ne coïncide pas avec celle de l'Etat. La volonté politique ou institutionnelle ne coïncide pas toujours avec les aspirations de tous les locuteurs de sorte que cette contradiction plus ou moins vive selon les pays ne peut se résoudre qu'aux dépens de l'une ou l'autre des

parties. Les langues ont un mode d'existence et de développement souvent rétif, invincible à des contraintes externes et qui n'est pas en tout cas de même nature que le mode d'existence et de développement des Etats.

En revanche, le rêve d'une langue parfaite est depuis très longtemps le rêve de l'espace le plus grand pour sa propre langue. Cette représentation est très stable à travers l'histoire. Umberto Eco nous rappelle par exemple qu'à la fin du XVI^{ème} Goropius Becanus (*alias* Aan van Gorp) constate que le

rapport motivé entre les mots et choses, propre à la langue adamique se retrouve dans le flamand, autrement dit le dialecte d'Anvers. Les ancêtres des Anversois, les Cimbres, descendant en droite ligne des fils de Japhet, lesquels, absents des lieux où s'édifiait la Tour, échappèrent à la *confusio linguarum*.¹⁶

Après les prétentions de l'italien et du français au XVI^{ème} également, le XVII^{ème} voit dans la Suède la mythique Atlantide. Ce pays aurait également donné asile à Japhet, à sa descendance et, par voie de conséquence, à tous les parlars gothiques. On trouve des thèses analogues faisant de sa langue nationale une langue parfaite en Allemagne, en Angleterre et certainement ailleurs. C'est au cours du XVIII^{ème} siècle que la motivation religieuse passe progressivement au second plan et qu'une thèse plus moderne et étrangement prémonitoire se fait jour dans le milieu anglais, la motivation scientifique et commerciale. Sur le frontispice illustré de l'ouvrage de Clive Beck, *The universal Character* (1657), on peut voir, écrit Umberto Eco,¹⁷

(...) un Européen portant le sobre habit de Puritain, remettre son projet à un Hindou et à un Indien d'Amérique. Comme dans de nombreux autres projets postérieurs, ici commence à se profiler l'idée de l'expansion coloniale, où l'éducation, la conquête et le progrès sont the *white man's burden*, le fardeau de l'Homme Blanc.¹⁸

Nous gardons de ces rapides remarques que le désir d'universalité est aussi fort que celui d'identité. Le point suivant devrait nous montrer que la variété des langues a été aussi, de longue date, pensée comme non-opposable à un universel humain.

Une troisième contradiction infirme l'équation spontanée: "une langue = une culture". Certes, les cultures peuvent entretenir avec les langues une relation étroite mais il faut en nuancer le caractère nécessaire dans la mesure où les frontières étatiques, linguistiques et culturelles ne sont pas superposables. Les quelques 400 langues de l'Inde ne menacent pas l'unité indienne mais contribuent dans des proportions diverses à donner à cette civilisation sa richesse et sa spécificité. A l'inverse, parler le français à Paris ou à Québec n'a jamais produit chez les locuteurs du même idiome une confusion des sentiments d'appartenance. Un Québécois francophone reste un Canadien, voire un Américain au sens large; un Parisien francophone reste un Français, et espérons-le, garde un sentiment d'appartenance européenne. Soyons clairs, il existe bien des liens forts entre la culture et la langue mais il n'y a pas nécessairement de superposition comme c'est le cas également au plan de la relation langue/ Etat.

3.2. Diversité contre hégémonie

Ce qui précède semble imposer l'idée que la diversité des langues comporte donc sa logique propre. La diversité des cultures aussi. La diversité des équilibres démocratiques également. Ce qui apparaît dans l'emploi du mot *diversité*, selon Irène Tamba,¹⁹ c'est une véritable revendication d'égalité, un combat contre toute hégémonie d'où qu'elle vienne. En analysant les usages émergents à partir d'un document préliminaire de l'UNESCO intitulé *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle — de la diversité au pluralisme* (2001),²⁰ elle souligne la valeur en réalité qualifiante du nom. *Diversité* n'a de référence que rapporté à un champ référentiel: *diversité culturelle*, *diversité linguistique*, *biodiversité*, et montre que l'emploi absolu du mot *diversité*, loin de nommer un concept susceptible d'un ancrage référentiel, tend à en faire une dénomination extensible mais vide, s'appliquant à tout et n'importe quoi mais exprimant une valeur positive. S'opposant en effet à *mondialisation*, *unité du genre humain*, il est doté par ses environnements (*[diversité] culturel*, *[diversité] linguistique*) d'un trait comportant l'idée d'égalité et peut, par conséquent, "cristalliser" tout ce qui conteste la supériorité d'un seul système. *Hégémonie*, et non *universel*, est donc l'antonyme du mot *diversité*.

Or la connaissance, par définition, est libre de ses propres frontières et ne peut accepter qu'elles lui soient imposées de l'extérieur. En ce sens, une géopolitique des

langues rejoint une géopolitique de la connaissance non standardisée, non hégémonique et donc, par déduction logique, diversifiée même si les modes de diversification sont incommensurables entre les langues, les savoirs et les cultures. Si nous sommes donc d'accord pour penser que des visées utilitaristes feront tomber dans l'oubli des pans entiers du savoir et qu'une société, qu'elle soit ou non "de connaissance" a intérêt à faire en sorte qu'aucune ignorance n'apparaisse comme utile, nous devons veiller à ce que le développement ne laisse aucune richesse cognitive sur le bord de la route. Le langage à travers la multiplicité des langues restera donc l'une des ressources humaines les plus précieuses contre toute entreprise d'hégémonie cognitive car il n'y a pas de compréhension du monde sans la médiation de la langue.

NOTES

- 1 NTCI: "Nouvelles technologies de la communication".
- 2 Chris Lorenz, 2007.
- 3 D. Foray, 2000, p. 3.
- 4 *Ibid.*
- 5 J. Habermas, 1989.
- 6 A l'issue du conseil européen de Lisbonne en mars 2000.
- 7 Cf. "Academic Ranking of World Universities" (ed.sjtu.edu.cn/ranking.htm).
- 8 Des éléments objectifs dont les experts de Jiao Tong sont avertis comme le comptage discutables des prix Nobel selon un type de

choix de rattachement institutionnel qui favoriserait par exemple les universités anglo-saxonnes, des critères non adéquats pour les établissements spécialisés dans les humanités et les sciences sociales ce qui ne leur permet pas de figurer de façon équitable, etc.

- 9 Cela est un élément du *soft power* dont parle Joseph Nye (Nye, 2004).
- 10 Les équilibres budgétaires de ces établissements dépendent de ces financements.
- 11 A. David et D. Foray, 2002, p. 18-21.
- 12 *ibid.*, p. 19.
- 13 Von Hippel, 1988b; cité par A. David et D. Foray, p. 20.
- 14 Cockburn *et alii.*, 1999; cité par A. David et D. Foray, *ibid.*
- 15 PED: “Pays en voie de développement”.
- 16 U. Eco, 1992, p. 23.
- 17 *Ibid.*, p. 26.
- 18 *Ibid.*, p. 26.
- 19 Irène Tamba (Dir. de recherche, *Ecole des hautes études en sciences sociales*); communication personnelle à la suite d’une présentation des usages actuels du mot *diversité* au Ministère français de l’enseignement supérieur (2008).
- 20 Ce document devait aboutir à *La convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* adoptée par 148 Etats le 20 octobre 2005.

BIBLIOGRAPHIE

- COCKBURN, I.; HENDERSON, R.; et STERN, S. (1999). “The diffusion of science driven drug discovery: organizational change in pharmaceutical research”. *NBR Working Paper*, 7559. Cambridge, MA.
- DAVID, A. et FORAY, D. (1992). “Une introduction à l’économie et à la société de connaissance”. In: ECO, U. *La quête d’une langue*

parfaite dans l'histoire de la culture européenne. Paris, Collège de France.

- FORAY, D. (2000). *L'économie de la connaissance.* Paris, La Découverte.
- HABERMAS, J. (1989), "Technology and Science as "Ideology". In: SEIDMAN, Steven (dir.). *Jürgen Habermas on Society and Politics: a Reader.* Boston, Beacon Press.
- HIPPEL, E. Von (1988a). *The Sources of Innovation.* Oxford, University Press.
- (1988b). "Trading Trade Secrets". *Technology Review*, février-mars.
- LORENZ, C. (2007). "L'économie de la connaissance"; le NMP et les politiques de l'enseignement supérieur dans l'UE". In: CHRISTOPHE, Charles & SOULIÉ, Charles (dir.). *Syllepse*, Paris.
- NYE, J. (2004). "The Means to Success in World Politics". *Public Affairs*.